

Kyprie 'Vnouργε

Kai παρὶ κατὰ ἐπιτυχία
καὶ δύναμι παρὶ τὴ
νέα ἰερατεία ἀπὸ τοῦ
Ἀνδρέα καὶ μέγα.

Νίκος Θέμελης

APPRO

Monde 4.6.85

EUROPE

Grèce

EN DONNANT LA VICTOIRE A M. PAPANDRÉOU

Les électeurs ont surtout voulu faire barrage à la droite

De notre envoyée spéciale

Athènes. — On redoutait que les élections du 2 juin en Grèce ne débouchent sur un résultat confus. Il est clair, au-delà de toute attente : la Grèce a choisi de poursuivre la première expérience socialiste de son histoire, engagée il y a trois ans et demi avec l'arrivée au pouvoir de M. Papandréou. A peine un tiers des résultats était-il connu que déjà les sympathisants du PASOK (le Parti socialiste) envahissaient bruyamment les rues d'Athènes et que M. Papandréou se félicitait de son « triomphe ». La tendance, en effet, était nette : devant de cinq points environ le parti de la Nouvelle Démocratie, le PASOK était assuré de la majorité absolue au Parlement.

Le premier ministre, qui n'est pas homme à composer, n'aura pas à solliciter l'appui des communistes, une situation qu'il s'était refusé à envisager publiquement et qui n'aurait vraisemblablement guère eu d'avenir. La Grèce a évité l'instabilité, et la démocratie, pour laquelle on est encore si enclin à trembler à propos de ce pays, en sort incontestablement renforcée. Le projet qui avait été celui de M. Papandréou lorsqu'il créa, en 1974, son mouvement socialiste pan-hellénique, à savoir promouvoir une gauche non communiste apte à gouverner de façon autonome, n'a pas été mis en échec.

« La droite, on sait ce que c'est »

Le chef du gouvernement avait centré toute sa campagne sur un seul mot d'ordre, « faire barrage à la droite », plutôt que sur une argumentation positive. Il mettait en garde contre le retour de l'oligarchie, de l'autoritarisme, et ses premiers commentaires sont allés dans le même sens, lundi à l'aube, lorsqu'il a salué « la grande victoire du peuple contre la réaction grecque et étrangère ». Cette tactique a payé. Ceux qui, déçus du socialisme ou plutôt du papandréisme, avaient été tentés de s'égarer vers les petits partis de gauche, et notamment vers le Parti communiste dit de l'intérieur — le plus « occidental » sans doute des partis grecs, — sont restés dans le rang. Devant les foules considérables rassemblées ces dernières semaines par la Nouvelle Démocratie, les contestataires ont finalement choisi de voter utile, c'est-à-dire pour le seul parti apte à faire échec à la droite.

Le premier ministre disposait contre l'adversaire d'un slogan en

or : « La droite, on sait ce que c'est », scandé des milliers de fois par des milliers de personnes ces dernières semaines. Trois ans et demi, c'est peu, effectivement, pour faire oublier trente-cinq ans d'une droite répressive et le piètre bilan économique et social que la Nouvelle Démocratie, à bout de souffle, déchirée par ses querelles internes, coupée de la droite populaire, avait laissé derrière elle en octobre 1981.

Les efforts d'organisation et de mobilisation fournis par la Nouvelle Démocratie ces derniers mois se traduisent par une nette remontée par rapport au score de 1981. Rompant avec la rhétorique conservatrice classique, paternaliste et anticommuniste, M. Mitsotakis, qui dirige le parti depuis septembre 1983, avait tenté de le rapprocher des droites européennes, et c'est une des raisons pour lesquelles il avait consacré l'essentiel de son programme aux questions économiques. Mais ce programme, dénoncé par la gauche comme « réaganien » ou « thatchériste », a sans doute fait reculer bon nombre d'électeurs en dépit de quelques promesses démagogiques de M. Mitsotakis, comme celle de supprimer les taxes sur les voitures.

La personnalité même de M. Mitsotakis a peut-être découragé, d'autre part, des transferts d'électeurs plus importants du PASOK vers son parti. M. Papandréou avait fait de ce duel une affaire personnelle et il n'a pas ménagé ses attaques contre cet adversaire qu'il n'hésitait pas à qualifier publiquement de « traître » : une allusion à ce jour de 1965 où M. Mitsotakis, membre de l'Union du centre, avait pris fait et cause pour la monarchie contre le gouvernement de M. Georges Papandréou (le père d'Andréas) et provoqué sa chute en quittant ce parti, avec quelques autres députés, pour rejoindre la droite. La presse s'en est mêlée, certains journaux mettant en doute le passé de résistant de M. Mitsotakis, d'autres lui reprochant des tractations assez louches alors qu'il occupait des postes ministériels, économiques et techniques, dans différents gouvernements de droite. Mais, surtout, l'opinion grecque était au fait des inimitiés que l'on nourrissait contre lui à l'intérieur même de la Nouvelle Démocratie. Pour des secteurs entiers de son parti, néo-démocrates pure souche ou membres d'une droite dure qui,

elle aussi, a ses barons, M. Mitsotakis n'était encore qu'un transfuge du centre, un homme qui a trahi, fût-ce pour la rejoindre. L'appel lancé samedi soir par M. Caramanlis, trop tardif, trop peu clair, venant d'un homme dont il est de notoriété publique qu'il déteste M. Mitsotakis et réciproquement, n'était guère crédible.

Des acquis

S'ils ont voté d'abord contre la droite, les Grecs ont aussi voté pour les acquis de trois ans de gouvernement socialiste. Sur le plan économique et social, c'est dans la zone rurale que ses progrès ont été les plus manifestes. Les campagnes grecques, restées pendant si longtemps de tradition conservatrice, sont désormais les plus fermes soutiens de M. Papandréou. Les subventions de la Communauté européenne ont joué leur rôle dans l'affaire, mais également la présence à la tête du ministère de l'agriculture d'un homme qui est sans doute la personnalité la moins contestée de ce régime, ainsi que les efforts faits dans le domaine social pour améliorer la condition des paysans et accompagner un développement rural dont nul auparavant ne s'était jamais soucié. Les villes, en revanche, frappées plus directement par le chômage et l'inflation, ont donné leurs faveurs à la Nouvelle Démocratie.

Contrairement à ce que l'on avait pu penser en mars, le coup de force, par lequel M. Papandréou a provoqué la démission de M. Caramanlis de la présidence de la République, n'a pas été sanctionné par les électeurs. Dès lors qu'il était élu, M. Sartzetakis, le nouveau président de la République, une personnalité au-dessus de tout soupçon, avait conquis aux yeux des Grecs une légitimité sur laquelle il n'était plus question de revenir. L'une des erreurs majeures de M. Mitsotakis aura été d'avoir réclamé, au début de sa campagne, la démission du nouveau président de la République.

L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, d'attirer une très large partie de l'électorat communiste, même si ce dernier sort quelque peu affaibli de la consultation. Le Parti communiste de l'extérieur (pro-soviétique) comme le petit Parti communiste de l'intérieur (qui avait fait un bien meilleur score aux européennes) semblent surtout avoir été victimes de la nouvelle loi électorale, qui, bien qu'elle s'intitule « proportionnelle renforcée », favo-

privé stagne, certaines des « entrapprises en difficulté » soutenues par l'État sont de véritables gouffres et ne se relèveront pas. Le déficit budgétaire et la dette extérieure atteignent un niveau limite. La Grèce, en bref, vit à crédit. S'il décide d'en venir à plus de rigueur, M. Papandréou rencontrera sans doute l'hostilité des syndicats, largement dominés par le Parti communiste de l'extérieur qui risque de faire payer sur ce terrain sa déception électorale. La situation n'est donc pas sans nuages, mais toutes les cartes sont aujourd'hui dans les mains de M. Papandréou. A lui de jouer une fois de plus.

CLAIRE TRÉAN.